



MAIRIE DE CHAMPLAN

91160

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne



Le grand débat national

Compte-rendu de la réunion publique du vendredi 8 février 2019

Cette réunion s'est déroulée de 20h00 à 23h30 au Gymnase de Champlan.

Il y a eu un peu plus d'une cinquantaine de participants (53). Au nombre de ces participants figuraient des élus, des représentants des gilets jaunes, des actifs, des retraités, qu'ils soient champlanais ou provenant de villes extérieures.

Deux rapporteurs ont été désignés afin de retranscrire toutes les doléances et propositions présentées par les participants.

Le maire a ouvert le débat en rappelant les règles du grand débat national et en précisant que celui-ci avait pour vocation de permettre à chacun d'exprimer ses doléances et ses propositions, et d'être écouté sans être ni jugé ni interrompu. Le maire a ensuite précisé que chaque participant pourrait effectuer son propre compte-rendu de la réunion et soumettre ses doléances au sein du cahier de doléance mis à leur disposition en mairie, ou par le biais du site Internet du grand débat, ou par courrier envoyé à la mairie.

Le maire a également rappelé que le débat était ouvert et que même les sujets qui n'étaient pas évoqués par le Gouvernement pouvaient être abordés.

Toutes les propositions et doléances, émises lors de la réunion du 2 février 2019, sont reportées dans le compte-rendu ci-dessous. Afin de faciliter leur lecture, ils ont été regroupés par thème respectif.

1 – Transition écologique

- Solutionner les pollutions émises par les entreprises et par les personnes physiques. Mieux sanctionner les incivilités relatives aux canettes et mégots jetés dans les rues et sur les plages (mettre des amendes comme en Suisse) ;
- Lutte contre les dépôts sauvages : amendes dissuasives entre 3000 et 5000€ et confiscation des véhicules
- Interdire tous les produits polluants pesticides, fongicides, herbicides, notamment sur les terrains agricoles, à cause de leur toxicité (beaucoup de cancer ont été recensés) ;
- Aujourd'hui, beaucoup de personnes disposent d'un véhicule diesel et le Gouvernement demande que chaque propriétaire de diesel change ces véhicules polluants. Or, la suppression de tels véhicules va également polluer notre terre et notre atmosphère. De plus, les composants des véhicules électriques sont également polluants. Y a-t-il des chiffres démontrant la différence écologique entre les deux types de véhicule (sur leur composition ; utilisation et destruction) ? ; l'accompagnement financier ne permet pas aux classes populaires et aux classes moyennes de pouvoir remplacer leurs véhicules.
- Repenser l'accompagnement écologique avec une meilleure gestion des priorités ;
- Donner accès aux fruits et légumes dans des jardins mis à disposition du public, et faire rentrer ce dispositif dans le paysage. Transformer ainsi des parcs en maraîchers ;
- En contrepartie de la récupération du plastique, permettre l'accès à un carburant moins cher et en reverser les taxes à l'Etat ;
- Réintroduire le système de consignes pour les plastiques et les verres ;



MAIRIE DE CHAMPLAN

91160

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

- Taxer et limiter les carburants utilisés dans le transport aérien, maritime et fluviale qui polluent l'atmosphère (kérosène, fuel) et les productions agricoles au même titre que les véhicules terrestres ;
- Les services de l'Etat valident trop facilement des projets polluants ou portant atteinte à l'environnement sans concertation avec les élus locaux et la population, de nombreux exemples sont récents : déchets inertes dans la vallée de l'Yvette, coupes à blanc de tous les végétaux le long des délaissées routiers, des voies ferrées ou sous les lignes THT (DIRIF, SNCF, RTE, ONF), projet de casse auto au bord d'une rivière : l'Yvette...
- Prendre davantage en considération les problèmes d'environnement à l'égard de la faune et de la flore, l'érosion de la biodiversité est avérée : perte de 80 % des insectes, 30% des oiseaux, 60 % des mammifères en 40 ans, il faut agir tout de suite
- Mettre en place des ZFE : Zone de Faible Emission dans tous les secteurs exposés, par exemple étendre la ZFE parisienne à 30 km autour de Paris.
- Certains véhicules en France n'ont plus le droit de rouler. Toutefois ces voitures sont envoyées en Afrique. Dès lors la pollution émise par ces véhicules n'est pas résolue ;
- Impossibilité de lutter contre la pollution en mettant du pétrole dans l'hydrogène ;
- Mise en place d'un service écologique semblable au service militaire ;
- Mise en place d'une solidarité de l'Etat effectuée au niveau environnemental ;
- Privilégier des mesures préventives plutôt que du curatif qui coûte cher. Développer à nouveau les entretiens réguliers des rivières : élagages, faucardages, curage ou désencombrement pour lutter contre les inondations, ainsi que la création de barrières anti-feu aux abords des forêts afin de limiter les risques d'incendies. Ces mesures peuvent être effectuées via des travaux d'intérêt généraux exécutés par des personnes en recherche d'emploi ou en réinsertion.

2 – Fiscalité et dépenses publiques

- Il n'est pas normal que des étrangers qui n'ont jamais travaillé et qui arrivent sur le territoire disposent plus d'aides que les retraités et les agriculteurs ;
- Il n'est pas normal qu'il soit plus intéressant aujourd'hui d'être au RSA (qui fait bénéficier plusieurs types d'aides sociales et de l'accès au Resto du cœur) que d'effectuer certains petits boulots ;
- Les retraites du privé ne cessent de baisser depuis 2012. Les retraités ne sont pas privilégiés et voient leurs ressources en baissent constamment. Il y a également trop de petites retraites ;
- Poids trop important des mutuelles dans le budget des seniors, il faut développer des mutuelles municipales et augmenter les retraites ;
- Arrêter de piller les ressources de certains pays car ça explique les mouvements de migrants ;
- Contrôler davantage les profits des multinationales ;
- Revaloriser le salaire des infirmières qui ont un salaire trop bas par rapport aux chirurgiens et aux anesthésistes qui gagnent des fortunes. Améliorer leurs conditions de travail ;
- Réduire le coût trop élevé des prisonniers pour l'Etat et leurs avantages (droit à la télévision, menus, activités sportives : le club Med gratuit...). Ce n'est plus acceptable : il faut leur demander de travailler plus, car certains préfèrent être en prison ;
- Apprendre à gérer son argent autrement, système d'assiette du pauvre : savoir-être et savoir-vivre, être bien avec soi-même et les autres ;
- Travailler en échange des aides sociales (RSA) ;
- Instaurer un meilleur partage des richesses : taxer les plus riches ; trop d'écart entre les gens qui travaillent et les patrons ou actionnaires des grands multinationales ;
- Lutter contre une société trop individualiste. Favoriser l'entraide et la fraternité ;
- Arrêter de taxer les classes moyennes ;



MAIRIE DE CHAMPLAN

91160

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

- Instaurer une plus grande transparence des budgets publics ;
- Plafonner les salaires du chef de l'état, du Premier ministre et des députés et amoindrir leurs avantages. Le chef d'Etat doit percevoir une rémunération moins importante (exemple : 5 000 euros et aucun avantage comme au Danemark) ; Le premier ministre devrait percevoir uniquement 3 000 euros par mois sans avantage et les députés devraient percevoir uniquement 2 000 euros par mois sans avantage ;
- Revalorisation de 200 euros de toutes les prestations et salaires... ;
- Revalorisation du SMIC car 1 200 euros net n'est pas suffisant pour vivre aujourd'hui ;
- Revoir le système d'économie française, en utilisant un système salarial inversé, permettant le rachat d'une entreprise par ses salariés en cas de liquidation de l'entreprise. Permettre une collaboration des entreprises en France. Chaque salarié devrait pouvoir devenir actionnaire. Une ville dans le nord de la France a déjà mis en place ce système (système social économique).
Exemple de système à revoir : Amazon devrait reconditionner, retrier ses produits non-vendus pour permettre qu'ils soient revendus à bas prix aux entreprises ou associations ;
- Revoir l'utilisation des aides de l'Etat ;
- Trop d'inégalité entre les études et les salaires obtenus ; il faut proposer aux étudiants des salaires attractifs ;
- La dette étant principalement réalisée par le Gouvernement, c'est donc au Gouvernement de la payer et non aux citoyens français ;
- Mettre en place un système de subsidiarité : le supérieur prend le relai quand l'inférieur ne peut pas le faire mais l'inférieur ne doit pas être spolié de ses ressources (commune-Etat). Chaque chose doit être faite par l'échelon le plus bas (exemple : nettoyage du bas des maisons = locataires, propriétaires ; nettoyage des rues = mairie; nettoyage des autoroutes = Etat) ;
- Abolition des dépassements d'honoraires sur la santé ;
- Augmentation du pouvoir d'achat ;
- Plafonnement des loyers et produits de premières nécessités ;
- Les prestations sociales devraient être calculées sur le reste à vivre ;
- Réaliser des économies sur le budget de l'Etat et l'assainir. A quoi sert le Conseil Economique, Social et Environnemental ? Cesser les salaires à vie des ex-Présidents ;
- Réduire les inégalités concernant les retraites par rapport au travail effectué. Un travailleur lambda qui exerce durant 25 ans perçoit 400 euros de retraite, alors qu'un député travaillant 5 ans perçoit 1 000 euros de retraite ;
- Réduire les inégalités sur les salaires qui ne sont parfois pas justifiées. Plafonner les gros salaires ;
- Trop d'effet de levier au niveau des mutuelles qui sont en position de force. Aujourd'hui on est moins bien remboursé alors qu'on paye de plus en plus cher. Les mutuelles des travailleurs sont imposées et réinjectées dans le net imposable. On ne peut pas les déduire des charges salariales et réimposer au niveau du net imposable ;
- L'impôt sur le revenu devrait être payé par tout le monde ;
- Arrêter de vivre au-dessus de nos moyens depuis 40 ans (2 300 milliards de dette) dont 1200 milliards correspondent aux intérêts facturés par les banques privés. Revenir avant 1973 où c'était la Banque de France qui prêtait sans intérêt au pays.
- On déplore que les petits commerces ferment mais on va tous sur Amazon ; les besoins créés par l'économie internet sont dévastateurs pour la planète et les emplois.
- La mutuelle des retraités représente 120 euros par mois, non remboursé intégralement : développement des aides et des mutuelles des communes ;



MAIRIE DE CHAMPLAN

91160

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

- Il y a de nouvelles monnaies qui sont mises en place dans certaines régions. Il y a déjà des personnes qui créent la nouvelle société ;
- Mieux contrôler les aides attribuées aux multinationales qui délocalisent ;
- Revoir la fiscalité pour les hauts revenus qui partent du pays et qui ne sont pas imposés alors qu'ils gagnent beaucoup en France. Interdire le contournement des lois fiscales pour ces hauts revenus. Les ultra-riches doivent payer plus que tout le monde.
Exemple : Carlos Ghosn paye ses impôts aux Pays-Bas alors qu'il perçoit en France 46 000 euros par jour ;
- Il faut supprimer l'impôt Chirac sur les billets d'avion – les voyageurs payent une taxe ;
- Réduire les aides sociales (RSA – RMI) et les attribuer en échange d'une contrepartie (travaux d'intérêt général) ;
- Favoriser un meilleur partage des richesses. La banque prête avec un intérêt alors qu'auparavant les prêts étaient sans intérêt. Ces intérêts augmentent la dette. Demander à la banque centrale des pays d'éponger les intérêts des dettes, car dorénavant nous sommes dans une société qui vit à crédit ;
- Relancer l'évolution salariale de la classe moyenne qui tend actuellement vers zéro ;
- Mieux partager les richesses des entreprises du CAC 40 ;
- Assurer une meilleure redistribution des ressources ;
- Revoir le statut des petits élus et résorber l'inégalité indemnitaire entre les maires des petites communes et les autres. Les élus de petites communes ne sont pas des nantis (le maire d'une commune de 3000 habitants ne gagnent même pas le SMIC pour une fonction à plein temps) ;
- Revaloriser l'image du travail manuel. Un électricien perçoit 7 000 euros par mois à l'étranger (Australie) et gagne parfois mieux qu'un ingénieur ;
- Diminution du nombre de taxes ;
- Sauvegarder les acquis sociaux pour que chacun puisse vivre dignement au sein de la société. Pas de nivellement par le bas.

3 – Démocratie et citoyenneté

- Instaurer un référendum d'initiative citoyenne (RIC) en toute matière, que ce soit pour vivre ou pour s'organiser en communauté. Il doit pouvoir intervenir dans le champ constitutionnel (mise en place d'une nouvelle Constitution). Le RIC doit être à la disposition de chaque français, même s'il faut un seuil de population minimum qui soit fixé. Il ne faut pas exclure des domaines de RIC (acté du fait que nos élites gouvernent contre la volonté du peuple). Ce système fonctionne très bien en Californie. Aux Etats-Unis, il est possible de voter sur beaucoup de sujets proposés par les Etats. Il faut développer son accès et son utilisation ;
- Prendre exemple sur les autres pays afin de développer notre démocratie et la citoyenneté ;
- Développer la consultation de la population, notamment via des applications WEB. L'Etat, les députés, doivent pouvoir consulter et formuler plus de questions auprès du peuple par le biais des applications numériques ;
- Enseigner la population sur la démocratie et la citoyenneté afin de pouvoir organiser des référendums et ainsi obtenir d'elle un consentement éclairé ;
- Rétablir la citoyenneté, le respect mutuel et la responsabilité. Il serait temps de remettre "la pendule au milieu du village" ;
- Utiliser l'expérience des seniors pour transmettre et enseigner l'instruction civique, leurs expériences des différents métiers pratiqués..., l'utilité d'une société du partage et de la transmission.



MAIRIE DE CHAMPLAN

91160

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

- Réintégrer les jeunes dans la société. Leur redonner un rôle en organisant des lieux de rencontre, de débat, de discussion, afin de leur donner une instruction civique (cours d'empathie) ;
- Réinstaurer un service citoyen et écologique pour permettre à la jeunesse d'aujourd'hui de connaître les règles de vie en société et les difficultés de la planète ;
- Lutter contre l'égoïsme de la société en mettant en place un community-service (comme aux Etats-Unis) : les lycéens doivent faire durant environ une semaine un stage dans une association, dans une école, pour répondre aux besoins des autres, service nécessaire pour pouvoir rentrer en Université. Réinstaurer un système d'entraide ;
- Développer la solidarité et la redécouverte de la fraternité ;
- Redonner de la dignité aux chômeurs en leur donnant un rôle dans la société → lancer des travaux d'intérêts généraux, revaloriser les travaux manuels et développer la formation pour ces travaux.

4 – Organisation de l'Etat et des services publics

- Renationaliser les autoroutes sans indemnité ni rachat ;
- Interdire la privatisation d'ADP et des grandes entreprises nationalisées
- Maintenir les hôpitaux de proximité à Longjumeau, Orsay et Juvisy (lutte contre la désertification des banlieues) afin de permettre l'accès aux soins dans les meilleures conditions possibles. Même s'il est prévu d'ouvrir un hôpital high-tech sur le plateau de Saclay, il y a 850 000 habitants comment vont-ils faire pour accéder à un hôpital non desservi par les transports en commun ?
- Mettre fin à la justice à deux vitesses alors qu'elle devrait être la même pour tout le monde ;
- Développer les mesures en faveur des personnes atteintes de handicap (enfants, adolescents et seniors). Créer plus de structures en France pour ces personnes. Il n'est pas normal que ces personnes soient envoyées en Belgique pour leur permettre d'accéder à une éducation et à des soins, et que la sécurité sociale paie ces soins. De plus, la différence de coût est énorme : 250 euros par jour en France contre 500 euros en Belgique ;
- Revoir le service public de santé car aujourd'hui il est trop difficile de trouver des médecins généralistes et les remboursements des mutuelles ne cessent de diminuer et ne sont dorénavant plus intégrées sur le net imposable ;
- Former plus de médecins et de spécialistes, entre 3 et 6 mois pour obtenir un rendez-vous médical, l'offre de santé est en baisse chaque année, ce n'est pas admissible
- Interdire le dépassement d'honoraire: la santé pour les plus riches n'est pas acceptable
- Annulation de la loi prévoyant six consultations par heure pour les médecins généralistes soit dix minutes par patient ;
- Revoir la taille des intercommunalités qui sont trop grandes et qui tuent les petites communes en ne permet pas une redistribution de toutes les recettes fiscales générées par ces dernières.
- Trop grand poids des grandes communes dans la gouvernance politique et financière. Redonner un véritable pouvoir de décision aux petites communes. Redonner un sens à l'intercommunalité : les regroupements doivent être volontaires autour d'un projet commun de territoire à petite échelle ;
- S'interroger sur la possibilité d'union volontaire entre petite et grande commune ;
- Cesser le transfert de compétences de l'Etat vers les communes sans compensation intégrale de charges (instruction code de l'urbanisme, réforme des rythmes scolaires) ;
- Exempter par solidarité environnementale, les communes grevées de servitudes publiques majeures de versement de fonds de péréquation (FSRIF-FPIC) car il existe une péréquation sociale mais pas environnementale.



MAIRIE DE CHAMPLAN

91160

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

- Arrêter la baisse drastique des aides d'Etat (DGF) et réformer les fonds de compensation (FPIC-FSRIF) Les communes redonnent trop d'argent à l'Etat (la commune de Champlan a perdu ainsi environ 310 000 euros par an depuis 2012). Revoir leur mode et les critères de calcul afin d'assurer une meilleure équité notamment pour les petites communes. En effet, pour obtenir plus de dotations de l'Etat, il faut actuellement taxer les habitants alors que les français sont les plus taxés (sur l'échelle européenne) ;
- Lutter contre le cumul de fonctions concernant les postes de Président et de Vice-président au sein des syndicats intercommunaux et les postes de Maire des grosses communes ou de président de communauté d'agglomération ;
- Améliorer la gestion des deniers publics qui est aberrante ;
- Revaloriser les salaires des professeurs français qui sont les plus mal payés d'Europe ;
- Revaloriser le statut et les salaires des AVS des écoles et proposer des activités artistiques sportives et culturelles pour l'enseignement professionnel ;
- Augmenter le temps d'enseignement et d'apprentissage de la politesse et de la propreté ;
- Développer les politiques favorisant la proximité des commerçants et des services publics (santé) ;
- Revoir le système de calcul des prestations sociales, en fonction du reste à vivre ;
- Créer la possibilité de porter plainte contre l'incompétence de l'Etat et des élus (s'inspirer de la Suède) ;
- Former des jeunes en situation d'échec scolaire à un métier. Trop de métiers sont méconnus ;
- Redonner de la valeur aux diplômés, car aujourd'hui tout le monde a le bac et tout le monde est au SMIC ;
- Revoir la sélection des étudiants en école de médecine en France. Ce système incite les départs vers l'Angleterre ou l'Allemagne où les étudiants sont acceptés alors que plus tard on leur demandera de revenir en France ;
- Simplifier les normes qui sont encore trop compliquées ;
- Elargir l'action de la Cour des Comptes qui ne va pas assez loin ;
- Prioriser l'éducation qui est la clé du développement : atteindre une éducation de qualité pour tous. Ainsi, donner les moyens à l'école pour les élèves les plus fragiles avec plus de personnel dans les écoles, notamment des AVS, des médecins, des RASED. L'école doit ainsi proposer des activités artistiques, sportives, culturelles pour aider les enseignants à régler les hétérogénéités de niveau des élèves dans les classes et les violences ;
- Revoir l'encadrement des manifestations par les forces de l'ordre. En Belgique, les policiers n'ont pas de flashball, ni de grenade. Il faut que les policiers soient plus discrets afin d'éviter toute provocation et violence, dans le cadre de manifestation.

5 – Autres Doléances et propositions diverses :

- Empêcher la privatisation d'ADP qui aurait pour conséquence de faire circuler plus d'avions notamment de nuit, et qui créerait plus de danger et de bruits sur la population ;
- Mettre en place une meilleure traçabilité de l'origine des produits alimentaires même pour les produits français. Certains produits alimentaires sont notés « *origine France* » alors que 80% du produit a été créé à l'étranger ;
- Créer des nouvelles façons de créer, d'inventer, faire des systèmes inversés et déroutants : comme les youtubeurs, le marketing réseau et le statut autoentrepreneur, qui sont de nouvelles pistes d'évolution ;
- Favoriser le don par les particuliers des vêtements inutilisés. Développer le troc ;